

# **RAPPORT D'ACTIVITES 2004**

## **SOMMAIRE**

<b>INTRODUCTION</b> .....	P.3
<b>I/- PARTIE NARRATIVE</b> .....	P.3
1-1- Processus institutionnel .....	P.3
1-2- Evaluation des activités traditionnelles .....	P.7
1-3- Autres activités .....	P.12
- Formation .....	P.12
- Campagne de sensibilisation .....	P.13
- Session SEP .....	P.13
<b>II/- PARTIE FINANCIERE</b> .....	P.14
2.1- Exécution budget 2004 .....	P.14
2.2- Niveau de réalisation des recettes .....	P.16
2.3- Programme d'activités 2005 .....	P.17
2-4- Budget Prévisionnel 2005 .....	P.19

## **INTRODUCTION**

*Le présent rapport retrace l'action de la CAPPED menée au cours de toute l'année 2004, première année de son autonomisation juridique vis-à-vis du Forum des Jeunes entreprises du Congo.*

*Mais cette autonomisation ne s'est pas encore soldée par l'acquisition du récépissé donnant la reconnaissance juridique effective à l'association qu'est devenue la CAPPED. La direction est confrontée à l'incompréhension et l'intransigeance de la Direction Générale de l'Administration du Territoire qui récuse le fait qu'une association ne peut mener des activités lucratives de micro finance. La réglementation COBAC (loi supra nationale) n'est pas acceptée par la dite direction générale.*

*Cela n'a émoussé en rien le dynamisme de l'équipe qui a réalisé des résultats satisfaisants. Deux nouvelles agences ont été ouvertes : à l'intérieur du pays et à Brazzaville Nord. Le personnel a de ce fait augmenté de 31 %, soit un effectif total de 39 personnes.*

# **I – PARTIE NARRATIVE**

## **1-1 – PROCESSUS INSTITUTIONNEL**

### ***De l'autonomisation :***

Depuis le 20 décembre 2004, la CAPPED est devenue autonome vis-à-vis du Forum des Jeunes Entreprises du Congo (FJEC) qui l'a créée. Au cours de l'assemblée générale constitutive, des instances de gouvernance ont été mises en place : un conseil d'administration de quinze (15) membres et un conseil de surveillance de cinq (5) membres. Ces deux structures sont composées en partie des membres nommés et de membres élus. L'action de ces entités tout au long de l'année est évaluée dans le tableau (1 ) en pages 11-12.

### ***Du récépissé de reconnaissance juridique***

La reconnaissance légale de la CAPPED en tant qu'association ne peut être attestée que par l'existence d'un récépissé délivré par le Ministère de l'Administration du Territoire qui est habilité à le faire. Or, depuis le 20 avril, date de dépôt de dossier à la Direction de l'Administration du Territoire, le récépissé n'est pas encore délivré pour des raisons, d'après la dite direction, d'incompatibilité du statut associatif pour un Etablissement de Micro Finance (EMF). La loi COBAC, sous-régionale et donc supra nationale n'est pas prise en considération. Malgré l'intervention de l'autorité de tutelle (Direction Générale de la Monnaie et du Crédit du Ministère des Finances), le problème est resté entier jusqu'à ce jour.

### ***De l'élaboration des textes administratifs et de gestion***

Au cours de sa première session ordinaire du 20/02/04, le conseil d'administration a amendé et adopté un certain nombre de textes, élaborés par la direction qui lui ont permis par le même fait de travailler. Il s'agit des documents suivants :

- l'organigramme hiérarchico - fonctionnel
- la politique d'épargne et de crédit
- le guide des opérations financières de la CAPPED
- Etude de faisabilité pour l'ouverture de nouvelles agences de la CAPPED
- Etude comparative pour l'acquisition d'un nouveau logiciel de gestion des caisses
- Guide d'utilisation du logiciel Africa Cooper

### ***De la conception du logo et la devise de la CAPPED***

Pour se démarquer du FJEC, la CAPPED a lancé un jeu concours sur la conception du logo et sa devise. Un membre, promoteur d'entreprise a été lauréat en symbolisant la CAPPED par deux personnes mettant un trésor en commun. La devise est « CAPPED : La Finance Solidaire ».

### ***De la vie associative***

La CAPPED a pris une part active à l'Association Professionnelle des EMF (APEMF-Congo), par le biais de son Président du CA et de la Gestionnaire de l'antenne de Pointe Noire, tous deux membres du bureau de ladite association.

Sa contribution a été effective dans l'organisation des sessions de formation des dirigeants et cadres des EMF par l'organisme CAPAF, la création de l'Association Pointe Noire Industrielle (APNI), la gestion de la crise que certains EMF ont connue, etc...

### ***De l'acquisition du logiciel de gestion des caisses : Africa Cooper***

Depuis juin 2004, la gestion de la CAPPED a basculé sur un nouveau système ou logiciel conçu par des informaticiens camerounais.

Africa Cooper est un logiciel de gestion intégré des caisses. En plus de l'exploitation (opérations courantes), un volet comptabilité permet de traiter directement les informations fournies. Cet outil a l'avantage de fournir des statistiques nécessaires à la gestion quotidienne.

A six mois d'exploitation, la maîtrise du logiciel n'est pas totalement effective.

### ***De l'ouverture de nouvelles agences.***

Dès le mois de mars, la CAPPED a élargi sa couverture géographique en ouvrant successivement l'agence de Ouénzé (Brazzaville Nord) le 29 mars 2004 et l'Antenne de Dolisie (à 300 km de Brazzaville sur la voie ferrée) le 12 mai 2004. Par ce fait, neuf (9) personnes ont intégré les rangs de la CAPPED portant l'effectif total à 39.

Ces deux entités présentent quelques spécificités de départ : Ouénzé assurera la collecte de fonds et le transfert des fonds, l'octroi des crédits étant encore centralisé au siège tandis que Dolisie devrait prendre pied par le Micro Crédit Solidaire, le financement des PME ou des individus étant différé.

### ***De la visite des partenaires***

Trois partenaires ont visité la CAPPED-Association au cours de cette première année d'autonomie juridique.

- Le 7 juin 2004, le Directeur de la Micro finance au Congo, à peine nommé, a visité la CAPPED dans le cadre de la prise de contact avec les établissements relevant de sa tutelle.
- Du 21 au 28/08/04, une forte délégation malienne de Kafo Jiginew (EMF de type mutualiste oeuvrant en grande partie en milieu rural) a effectué une mission d'échanges d'expérience. L'objectif pour eux était de cerner la problématique du crédit en milieu urbain. Cette rencontre a permis également à la CAPPED de poursuivre sa réflexion sur le crédit rural entamé avec la CAR du FJEC.
- Du 20 septembre au 4 octobre 2004, La chargée du projets à Sos Faim Luxembourg, Anne BASTIN, a effectué sa mission annuelle d'évaluation dans les trois localités d'implantation de la CAPPED. Avec l'expert comptable, Benoît MORISSET qui l'accompagnait, plusieurs recommandations sur l'amélioration des outils de travail ont été faites.

### ***Du rayonnement de la CAPPED : publication du profil de la CAPPED sur le Mix Market***

Depuis le 28 Octobre 2004, la CAPPED est membre du Mix Market. Son profil et ses performances y sont publiés.

Le Mix Market est un site américain qui promeut l'échange d'informations entre les différents acteurs de la Micro Finance : IMF, bailleurs de fonds, réseaux, organismes de notation et d'évaluation.

Ce site a aussi comme autre avantage l'existence d'un prix de transparence financière qui récompense les IMF fournissant des états financiers fiables selon les normes CGAP.

La publication du profil de la CAPPED lui permettra d'accroître sa visibilité, de comparer ses performances avec d'autres institutions en utilisant un grand nombre d'indicateurs et partager son expérience au sein de « l'industrie de la Micro Finance ».

Un chronogramme d'activités avait été élaboré en début d'année. Le tableau suivant donne le niveau de réalisation de ces activités.

N°	ACTIVITES	NIVEAU DE REALISATION
1	Mise en place d'un organigramme avec description précise des tâches de chacun.	Organigramme mis en place Document de fiches de postes mis à la disposition du personnel <b>Réalisation: 100%</b>
2	Réunions C A AGO Conseil de Surveillance (CS)	3 réunions de CA sur les 4 prévues ont été tenues dont 1 conjointement avec le FJEC Assemblée générale reportée en 2005 Le CS s'est constitué et rendu opérationnel <b>Réalisation: 75%</b>
3	Mise en place d'un plan de formations	Plan élaboré et exécuté <b>Réalisation: 100%</b>
4	Redéfinir et actualiser la politique de crédit de la CAPPED.	Un condensé de la politique d'épargne et de crédit A été élaboré ainsi qu'un guide des opérations financières de la CAPPED <b>Réalisation: 100%</b>
5	Choix et mise en place du nouveau logiciel de crédit.	Le logiciel Africa Cooper est opérationnel <b>Réalisation: 100%</b>
6	Elaboration d'un plan d'affaires de la CAPPED.	Contact infructueux: report pour 2005 <b>Réalisation: 0%</b>

7	Utilisation de l'outil de calcul des coûts mis en place par Dominique LESAFFRE.	Un travail a été initié avec l'auditeur interne. Très vite cet outil s'est avéré inefficace. La méthode des Ratios a été adoptée <b>Réalisation: 50%</b>
8	Mise en place d'un service financier propre à la CAPPED Elaboration des termes de références d'un service financier	Commission mise en place non opérationnelle <b>Réalisation: 0%</b>
9	Mettre en application les normes prudentielles de la loi COBAC.	Idem, même commission <b>Réalisation: 0%</b>
10	Accroître le taux de transformation de L'épargne en crédits (notamment le crédit solidaire)	recommandation prise en compte et intégrée dans la politique d'épargne et de crédit <b>Réalisation: 100%</b>
12	Révision des documents de règlement financier.	Elaboration du manuel des procédures En attente de la validation du CA <b>Réalisation: 75%</b>
13	Elaboration des tableaux de bord et les ratios prudentiels.	En cours d'élaboration <b>Réalisation: 50%</b>

En somme, les activités prévues en 2004, ont été réalisées à près de 65%. Celles qui n'ont pas pu être exécutées avaient un lien avec des personnes extérieures non disponibles.

## 1-2 - EVALUATION DES ACTIVITES TRADITIONNELLES

Au cours du premier semestre, l'évaluation des activités était présentée par niveau d'activités (PME, MCS). Mais à partir de juillet 2004, une analyse par localité a été faite ; ce qui donne les résultats suivants

### *Collecte de l'épargne*

L'année 2004 a été celle de la globalisation des statistiques de gestion, c'est-à-dire l'intégration effective des données du Micro Crédit Solidaire (MCS) dans le logiciel de gestion de la caisse.

Le nombre total d'épargnants a été relevé à 11.256 contre 6566 en 2003 soit une progression de 42%. Les individus (PME) et associations sont au nombre de 8.869 tandis que 2.417 micro entreprises se sont constituées en club solidaires.

Quatre établissements de micro finance ont ouvert leurs comptes dans les livres de la CAPPED.

Plus de F CFA 4.500.000.000 de dépôts ont été effectués au cours de l'année et après retraits, l'encours de l'épargne au 31/12/04 s'est élevé à F CFA 1.206.570.928. On constate une hausse d'environ 23 % par rapport à 2003 (F CFA 976.822.744). L'objectif fixé en début d'année (encours de l'épargne de 1 milliard de F CFA) a été atteint et même dépassé soit 121% de taux de réalisation.

### *Octroi des crédits*

2289 crédits dont 172 aux PME et 2.117 au MCS d'une enveloppe globale de F CFA 458.687.565. En 2003, 1902 crédits seulement avaient été faits pour un volume global de 485.582.660 F CFA

La prudence a primé car pour un plus grand nombre de crédits en 2004, le volume a été plus faible. La raison fondamentale a été l'application de la nouvelle politique de crédit adoptée par le Conseil d'Administration (CA) en date du 20 février qui fixait le plafond des premiers crédits à un certain seuil. Plusieurs crédits ont également été redimensionnés en comité de crédit.

A défaut de fonds rotatif, le CA, réuni au cours de sa première session, avait concédé une enveloppe de F CFA 200.000.000 (sur l'épargne des membres) pour l'octroi des crédits. Ce fonds a connu une rotation de 2,5 fois.

### **Au niveau PME**

172 crédits sur 200 prévus ont été accordés soit un taux de réalisation de 85,5%. Pointe Noire a connu un ralentissement de ses activités car 40 crédits seulement ont été octroyés. A l'agence de Brazzaville Nord, l'activité de crédits n'est pas fonctionnelle car centralisée encore au siège à Brazzaville sud. Le volume global a été de F CFA 280.756.565.

La nouvelle politique de crédit adoptée par le CA avec la stratification des niveaux de décision de crédits, a eu une répercussion sur le nombre de crédits octroyés. En effet, selon le montant, la décision soit de la Direction (pour les antennes) soit du PCA ou encore du CA (pour la direction) devrait être au préalable requise.



120 hommes ont reçu F CFA 184.118.000 et les femmes (52), F CFA 96.638.565. Le crédit moyen a été de F CFA 2.339.638.

Près de 55% de ces crédits ont été consacrés à l'investissement (95/173), 21% au crédit commercial et 24 aux avances de trésorerie (découvert et escompte).

Compte tenu de ses ressources courtes, près de 60% ont permis le financement du commerce, 31% des services, 5% de l'agropastoral (fonds de roulement pour le petit élevage) et 4% de la petite transformation.

La nouveauté, cette année, a été la mise en place du **crédit à risque nul**. C'est un crédit couvert à 100% par le promoteur à partir de son épargne. L'objectif était de stabiliser le niveau de l'épargne en incitant les épargnants à la culture du crédit au lieu d'investir totalement leur épargne comme ils le faisaient auparavant. 14 crédits à risque nul de F.CFA 11.075.000 ont été accordés.

Au 31/12/04, le taux de remboursement est de 82% dans l'ensemble. Bacongo (siège) est à 88% tandis que Ouénzé et Pointe Noire ont respectivement 81 et 77%.

L'encours de crédit est de F CFA 153.912.351 (capital et intérêts compris). Pour des besoins d'analyse et de décision, les intérêts seront séparés des capitaux investis dans les entreprises.

Les 19 crédits d'un montant de F CFA 28.851.220, confiés à une avocate ont été provisionnés à la fin de cette année car ayant déjà accusé plus de deux ans de retard. L'action de cette avocate s'est avérée inefficace et étant absente du territoire national, il est temps de confier ces dossiers à un autre cabinet.

### **Au MCS (Micro Crédit Solidaire)**

L'antenne de Dolisie ouverte en mai 2004 et ayant pour principale action à l'endroit des bénéficiaires du MCS, vient améliorer les résultats de ce volet crédit, sans toutefois atteindre l'objectif fixé.

2.117 crédits sur 2250 prévus ont été octroyés soit 94% de taux de réalisation. Pointe noire a dépassé le quota qui lui était attribué (1006/1000) tandis que Brazzaville, n'en a réalisé que 962. Beaucoup de cas de désistement, d'incohérence de groupe et d'insatisfaction ont permis ce faible résultat. Dolisie par contre n'ayant démarré l'activité qu'à partir de juillet 2004, n'a pu réaliser que 149 crédits sur les 250 prévus. Nous pensons que sur 12 mois, l'objectif aurait pu être atteint.

Le volume total est de F CFA 177.931.000 dont F CFA 144.911.000 à 1.814 femmes et F CFA 33.020.000 à 303 hommes. Le crédit moyen a été de F CFA 84.050.

Le taux de remboursement dans l'ensemble a dépassé les 90% comme prévu avec 92% à Brazzaville.

1031 crédits sont en cours pour un montant de F CFA 50.339.882. Comme au niveau PME, 277 crédits représentant F CFA 9.229.720 devraient sortir de cet encours et être provisionné car constituant des contentieux remontant, pour certains, à la période du « Projet Mères et Jeunes ».

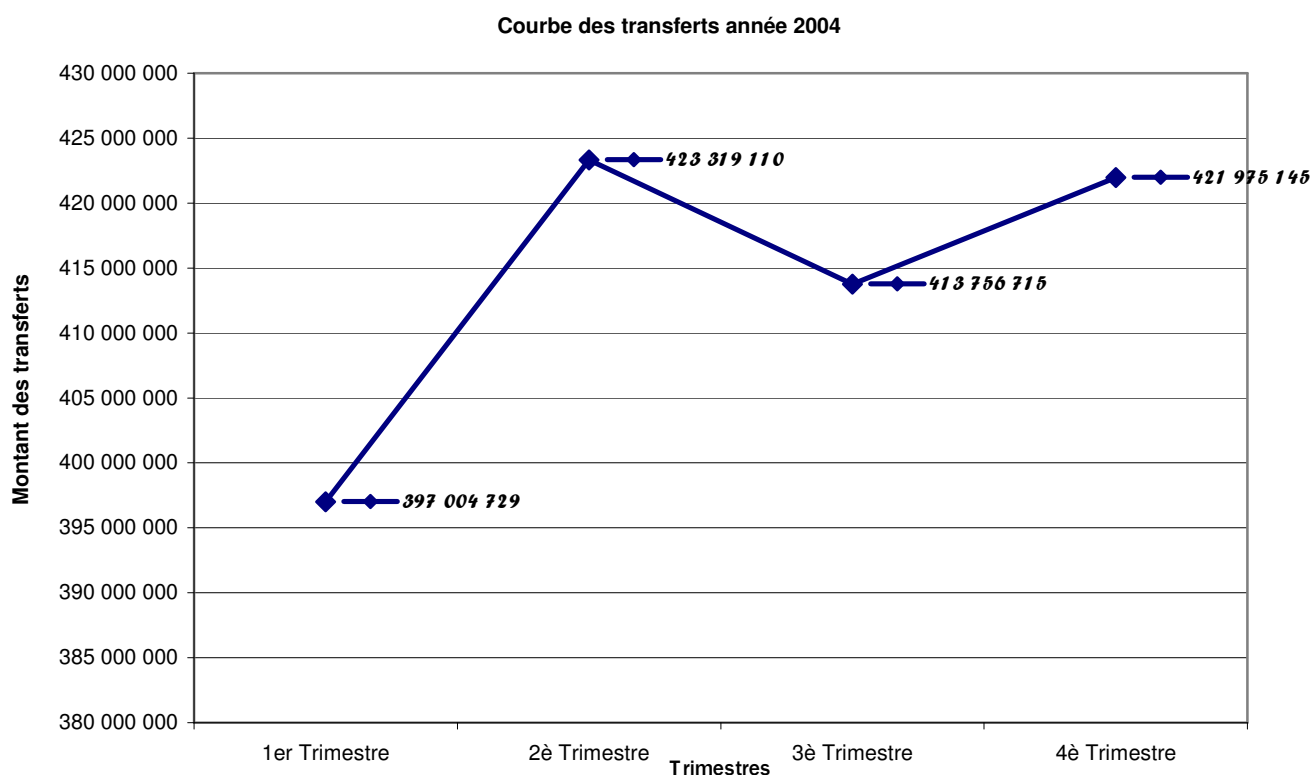
### **Transfert de fonds**

Dans l'ensemble, on peut relever la baisse de l'activité par rapport à 2003, car au début de l'année 2004, les caissiers au guichet travaillaient plus avec les membres et incitaient les utilisateurs (qui viennent ponctuellement) à adhérer pour bénéficier ainsi des tarifs préférentiels réservés aux seuls membres. Cette politique allait déjà dans le sens du respect de la loi COBAC.

Toutefois, après entretien avec l'un des Responsable de la COBAC, cette activité peut être ouverte à tous les utilisateurs de la CAPPED. Le problème serait de veiller à ce que cette activité accessoire (ou secondaire) ne constitue pas plus de 20% de l'ensemble des recettes réalisées par la structure.

Ainsi on a pu dénombrer 22.561 opérations pour F CFA 1.656.035.699 contre 24.191 opérations de F CFA 2.025.786.756 en 2003, soit une baisse d'environ 18% en nombre et de 7% en valeur.

La courbe suivante illustre l'évolution des opérations au cours de l'année.



## EVALUATION DES ACTIVITES 2004

DESIGNATION	REPORT	Brazzaville			Pointe Noire		Dolisie		TOTAL
		Bacongo		Ouénzé	PME	MCS	PME	MCS	
		PME	MCS	PME					
<b>New épargnants</b>	2 021	1 367	962	96	854	1 006	69	149	4 503
Hommes	1 354	791	113	52	368	155	24	35	1 538
Femmes	611	399	849	32	289	851	22	114	2 556
Association	56	177		12	197		23		409
<b>Comptes fermés</b>	30	19			19		1		39
									0
<b>Total épargnants</b>	6566	6 184	870	174	2 443	1 455	68	92	11 030
<b>Encours épargne</b>	976 822 744	1 005 445 679		30 809 181	215 720 039		586 675	1 512 075	1 254 073 649
<b>Encours DAT</b>		16 857 145			0			0	16 857 145
<b>Total Epargne</b>		1 022 302 824		30 809 181	215 720 039	0	586 675	1 512 075	1 270 930 794
									0
<b>Crédits octroyés</b>									0
Nombre	1 902	126	962	6	40	1 006		149	2 289
Montant	485 582 660	207 759 065	77 291 000	9 445 000	63 552 500	89 985 000		10 655 000	458 687 565
									0
<b>Crédits hommes</b>									0
Nombre	382	86	113	4	30	155		35	423
Montant	#####	130 220 500	14 430 000	4 095 000	49 802 500	15 695 000		2 895 000	217 138 000
									0
<b>Crédits femmes</b>									0
Nombre	1 520	40	849	2	10	851		114	1 866
Montant	196 091 290	77 539 160	62 861 000	5 350 000	13 750 000	74 290 000		7 760 000	241 550 160
									0
<b>Crédit moyen</b>		1 648 881	80 344	1 574 167	1 588 813	89 448		71 510	0
									0
<b>Investissement</b>									0
Nombre	53	65		4	26				95
Montant		132 980 315		9 095 000	46 342 500				188 417 815
									0
<b>Cyclique</b>									0
Nombre	1 756	29	962	1	5	1 006		149	2 152
Montant		55 058 750	77 291 000	350 000	4 250 000	89 985 000		10 655 000	237 589 750
									0
<b>Escompte</b>									0
Nombre	41	11			5				16
Montant		8 800 000			11 360 000				20 160 000
									0
<b>Découvert</b>									0
Nombre	52	21			4				25
Montant		11 250 000			1 600 000				12 850 000
									0
<b>Remb. effectué</b>		202 294 981	79 375 690	2 736 555	65 484 880	108 152 445		6 920 250	464 964 801
<b>Montant attendu</b>		230 700 699	85 885 460	3 393 060	85 393 828	118 700 977		7 699 085	531 773 109
<b>Taux de remb</b>		88%	92%	81%	77%	91%		90%	

<b>Encours global</b>								
Nombre	974	119	410	5	66	293	107	1 000
Montant	201 146 191	108 455 082	19 204 048	6 293 920	46 063 214	19 448 242	4 787 727	204 252 233
<b>Encours normal</b>								
Nombre	736	62	367	5	27	243	100	804
Montant		58 353 062	17 838 233	6 293 920	30 135 663	14 792 889	4 702 357	132 116 124
<b>Crédits en retard</b>								
1-3 mois	14	3	22	0	1	4	7	37
Montant		1 187 890	547 320	0	63 000	82 630	85 370	1 966 210
4-6 mois	12	3	6	0	1	8		18
Montant		1 009 897	194 110	0	501 718	1 044 898		2 750 623
<b>Crédits douteux</b>	212	51	15	0	37	38		141
Montant		47 904 233	624 385	0	15 362 833	3 527 825		67 419 276
<b>Crédits Total Remb</b>		103	784	0	37	758	29	1 711
<b>Provision</b>								0
Montant		14 371 270	187 315		4 608 850	1 058 348		20 225 783
<b>Transferts</b>								0
Nombre	24 191	13 071		440	8 934		116	22 561
Montant	#####	1 095 164 949		46 788 680	471 475 270		42 606 800	1 656 035 699

Le tableau (2) analyse le niveau de réalisation des objectifs fixés.

Désignation	Prévision	Réalisation	Ecart
Nouveaux épargnants	4000	4503	+ 503
Crédits			
• PME	200	172	- 28
• MCS	2250	2117	- 133
Taux Remboursement			
• PME		82%	
• MCS		91%	

### 1-3 - AUTRES ACTIVITES

#### *La formation*

Cette activité a occupé une place de choix au cours de cette année. Avec l'autonomie juridique, les rôles et les responsabilités de chacun devraient être bien définis. C'est pour cela que des formations tant interne qu'externe ont été organisées aussi bien pour les techniciens que pour les élus (administrateurs et conseillers).

A l'endroit des élus, une seule formation a été organisée sur le « Rôle et la Responsabilité des élus dans un EMF ( Etablissement de Micro Finance) ». Celle-ci a connu la participation des partenaires maliens venus en mission d'échange et animée par le PCA du FJEC, le Révérend Père Christian de La BRETESCHE.

Les praticiens, notamment la direction et le personnel, ont participé à 3 formations (dont une à l'extérieur au Bénin) organisées par la CAPAF en collaboration avec l'APEMF-Congo.

Les thèmes de ces formations étaient :

- la gestion des risques opérationnels,
- l'analyse financière d'un EMF
- la fixation des taux d'intérêt et la gestion des impayés (au Bénin et au Congo).

Toutes ces formations, très pratiques, ont renforcé les compétences des cadres. Des outils de travail ont été acquis et mis en place.

### ***Campagne de sensibilisation dans les paroisses***

Ayant constaté la faible adhésion des membres du Micro Crédit Solidaire (MCS) au niveau de Brazzaville Nord, la direction a mis en place une politique de pénétration dans cette zone à partir des Eglises reconnues.

C'est ainsi que du 10 au 27 Août 2004, toute l'équipe du MCS s'est déployée dans 7 paroisses (catholiques et évangéliques) du Nord de Brazzaville. Les premiers contacts pris par la Directrice auprès des responsables des paroisses, ont été poursuivis entre l'équipe et les potentiels bénéficiaires.

Plus de 200 personnes ont été sensibilisées au MCS et à la fin de cette année, 162 ont suivi la formation et bénéficié de crédits.

### ***De l'organisation des sessions SEP***

Deux sessions SEP (Suivi-Evaluation-Programmation) des activités menées ont été organisées au cours de cette année. La première, à mi-parcours (juillet 2004), s'est faite par localité tandis que la seconde, annuelle, s'est tenue en décembre à Brazzaville, avec les représentants des autres localités.

Ces sessions ont été des moments forts d'évaluation des réalisations et de fixation de nouveaux objectifs pour l'avenir.

## II – PARTIE FINANCIERE

### 2-1- EXECUTION DU BUDGET 2004

DESIGNATION	PREVU	REALISE	ECART
<b>EQUIPEMENT</b>			
Aménagement	2 000 000	1 405 570	594 430
Logiciel	15 000 000	12 419 940	2 580 060
Photocopieur	1 500 000	1 600 000	-100 000
Ordinateurs complets	9 000 000	9 388 231	-388 231
Bureaux complets	1 150 000	924 500	225 500
Meubles de rangement	200 000	126 000	74 000
Bancs	450 000	655 000	-205 000
Motos	6 000 000	5 550 000	450 000
Chaises	300 000	331 600	-31 600
Casiers	270 000	145 000	125 000
Split		1 050 000	-1 050 000
Ventillateur		56 000	-56 000
	<b>35 870 000</b>	<b>33 651 841</b>	<b>2 218 159</b>
<b>EXPLOITATION</b>			
Intérêts sur DAT	3 000 000	2 986 749	13 251
Commission de transfert	400 000	386 572	13 428
frais de comptes	1 000 000	855 970	144 030
frais de dépôts de chèques		13 500	-13 500
Matières et fournitures			
- électricité		312 395	-312 395
- Eau		62 625	-62 625
- fourniture de bureau	14 100 000	13 515 475	584 525
- carburant et lubrifiant	4 867 200	3 390 385	1 476 815
- pièces de rechange	1 488 000	3 937 935	-2 449 935
Transport et déplac.	3 800 000	4 916 115	-1 116 115
Sces de PTT	6 000 000	5 095 852	904 148
Entretien et réparation	7 000 000	5 249 800	1 750 200
Assemblée et conseil	2 000 000	3 874 440	-1 874 440
Salaires du personnel	65 000 000	63 933 800	1 066 200
Charges sociales	17 407 000	9 040 525	8 366 475
Formations, séminaires	8 000 000	3 383 800	4 616 200
Assurances mat et caisse	2 500 000	1 372 173	1 127 827
Frais de réception, mission	2 464 184	4 896 875	-2 432 691
Honoraires	8 000 000	6 393 505	1 606 495
Taxe de roulage	100 000	87 000	13 000
Charges diverses(contentieux)	500 000	1 809 245	-1 309 245
Charges locatives	2 400 000	3 245 500	-845 500
<b>Sous total 2</b>	<b>150 026 384</b>	<b>138 760 236</b>	<b>11 266 148</b>
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>185 896 384</b>	<b>172 412 077</b>	<b>13 484 307</b>

Le budget 2004, arrêté en emplois et ressources à F CFA 185.432.200, a été exécuté à près de 93%.

Plusieurs rubriques ont connu des dépassements du fait qu'elles étaient sous estimées ou, pour des besoins de fonctionnement, il fallait y faire face car non prévues. D'autres par contre ont été sous consommées car gérées rationnellement.

La quote-part de la subvention de F CFA 73.467.184 avait été versée par SOS FAIM en deux tranches en mai et août 2004. L'apport personnel de la CAPPED de F CFA 112.965.016 s'est constitué tout au long de l'année par les recettes réalisées.



## 2-2- NIVEAU DE REALISATION DES RECETTES

DESIGNATION	Brazzaville			Pointe Noire		Dolisie		TOTAL
	Siège		Ouenzé					
	PME	MCS	PME	PME	MCS	PME	MCS	
intérêt crédits	12 565 914	10 221 808	378 148	6 848 257	14 010 083		929 231	<b>44 953 441</b>
intérêt de retard	3 214 542	53 505	0	570 957	110 040			<b>3 949 044</b>
com. de transfert	37 300 416		1 328 965	18 719 616		754 690		<b>58 103 687</b>
com. ouverture cpte	3 465 000		232 500	2 105 000		170 000		<b>5 972 500</b>
com. fermeture cpte	53 500			48 500		3 000		<b>105 000</b>
Vente livrets épargne	1 865 205		10 000	292 460		0	107 000	<b>2 274 665</b>
com. Tenue cpte	9 188 646		304 000	3 416 100		305 000		<b>13 213 746</b>
com. change	353 225			47 931				<b>401 156</b>
com. dépôt chèque	72 500			50 000				<b>122 500</b>
rev. Portef./ristourne	1 665 109			86 743				<b>1 751 852</b>
produits divers	7 538 192							<b>7 538 192</b>
<b>TOTAL</b>	<b>77 282 249</b>	<b>10 275 313</b>	<b>2 253 613</b>	<b>32 185 564</b>	<b>14 120 123</b>	<b>1 232 690</b>	<b>1 036 231</b>	<b>138 385 783</b>

Au cours de cette première année de son autonomisation, les recettes globales de la CAPPED se sont élevées à F CFA 138.385.783, soit un taux de réalisation de 123%. Brazzaville a réalisé plus de la moitié de ce chiffre d'affaires soit 64 ,4%.

Les frais d'adhésion de l'ordre de F.CFA 7.078.000 ont servi à constituer le fonds de solidarité exigible aux EMF de 1<sup>ère</sup> catégorie.

## 2-3- PROGRAMME D'ACTIVITES 2005

L'année 2005, dernière année du co-financement Sos Faim/MAE du Luxembourg, doit être également l'année de la réalisation de l'autofinancement de notre structure. A cet effet, plusieurs activités sont prévues. Elles sont contenues dans le chronogramme suivant

N°	Activités	Responsables	Observations
1	Conseil d'Administration (4) Assemblée générale (1)	PCA Directrice	
2	Récipissé Direction de l'Administration du Territoire	Directrice	Avec l'appui de la DGMC
3	Mise en place d'un plan de formations	Directrice	CAPAF et autres
4	Finalisation Règlement financier	Directrice	Après avis CA
5	Collaboration CAPPED / CAR	Directrice, RO, CAR	
6	Elaboration du plan d'affaires de la CAPPED.	Directrice / Cabinet à contacter	
7	Mise en place d'un service financier propre A la CAPPED Elaboration des termes de références d'un service financier	Commission CA	
8	Mettre en application les normes prudentiel- les de la loi COBAC.	Commission CA	
9	Elaboration des tableaux de bord et les Ratios de gestion.	Directrice Responsables	Toute l'année
10	<b>Gestion de l'exploitation</b> - Nouveaux épargnants 4000 - Crédits PME 250 - Crédits MCS 2300 - Taux de remboursement > 95% - Encours épargne 1,5 milliards F CFA - Transferts 30.000 Opérations	Toute l'équipe	Toute l'année

## 2-4- BUDGET PREVISIONNEL 2005

Pour réaliser les activités contenues dans le chronogramme 2005, le budget de F CFA 216.526.214 a été arrêté en emplois et ressources.

CHAPITRE				TOTAL	
	BZV	POINTE-NOIRE	DOLISIE		OUENZE
<b>EMPLOIS</b>					
<b>Aménagements</b>	2 000 000	0	0	0	2 000 000
<b><u>1. EQUIPEMENT</u></b>					
8 Ordinateurs complets	6 000 000	1 200 000	600 000	600 000	8 400 000
10 Imprimantes	1 750 000	1 150 000	450 000	250 000	3 600 000
17 Onduleurs	1 225 000	1 500 000	175 000	175 000	3 075 000
12 Stabilisateurs	75 000	120 000	20 000	50 000	265 000
2 Scanners	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
6 Bureaux	350 000	270 000	75 000	0	695 000
10 Fauteuils	360 000	270 000	225 000	0	855 000
3 Meubles de rangement	200 000	100 000	0	0	300 000
5 Bancs	0	0	0	150 000	150 000
10 Chaises	100 000	90 000	0	0	190 000
11 Casiers	225 000	220 000	0	90 000	535 000
7 Splits	3 000 000	0	0	500 000	3 500 000
9 Ventilateurs	0	150 000	35 000	105 000	290 000
2 Groupes Electrogène	0	2 000 000	0	2 000 000	4 000 000
<b>Sous total1</b>	<b>15 385 000</b>	<b>7 170 000</b>	<b>1 680 000</b>	<b>4 020 000</b>	<b>28 255 000</b>
<b><u>2. BUDGET EXPLOITATION</u></b>					
Intérêts sur DAT	3 500 000	500 000	100 000	250 000	4 350 000
Commissions de transferts	400 000	200 000			600 000
Frais de tenue compte	800 000	50 000	90 000		940 000
Frais dépôt chèques		50 000			50 000
Matières et fournitures					0
- Electricité	750 000	100 000	168 000	145 000	1 163 000
- Eau	40 000	40 000	35 000	40 000	155 000
- Fourniture de bureau	8 500 000	5 500 000	500 000	500 000	15 000 000
- carburant et lubrifiant	3 500 000	2 000 000	500 000	1 250 000	7 250 000
- Pièces de réchange	1 500 000	1 000 000	200 000	200 000	2 900 000
Transport et déplacements inter-urbain	3 000 000	2 000 000	600 000	300 000	5 900 000
Services PTT	4 000 000	2 000 000	500 000	500 000	7 000 000
Entretien et réparation matériel de bureau	1 500 000	1 500 000	200 000	200 000	3 400 000
Entretien et réparation matériel roulant	2 500 000	1 000 000	150 000	200 000	3 850 000
Assemblée et conseil	5 000 000	0	0	0	5 000 000

Salaires du personnel	39 420 000	24 769 000	7 125 000	7 320 000	78 634 000
Charges sociales	9 747 920	6 309 100	1 167 608	1 438 086	18 662 714
Formations, séminaires	2 500 000	1 500 000	500 000	500 000	5 000 000
Assurances mat et caisse	1 500 000	1 000 000	250 000	250 000	3 000 000
Frais de restauration et récep	500 000	300 000	150 000	50 000	1 000 000
Frais de mission	1 200 000	1 000 000	500 000	200 000	2 900 000
Frais d'hebergement	800 000	700 000	250 000	150 000	1 900 000
Honoraires	10 160 000	1 080 000			11 240 000
Impôts et Taxe de roulage	50 000	40 000	30 000	4 000	124 000
Publicité	500 000	300 000	150 000	200 000	1 150 000
Charges diverses					0
Charges locatives	1 800 000	1 800 000	502 500	3 000 000	7 102 500
<b>Sous total 2</b>	<b>103 167 920</b>	<b>54 738 100</b>	<b>13 668 108</b>	<b>16 697 086</b>	<b>188 271 214</b>
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>118 552 920</b>	<b>61 908 100</b>	<b>15 348 108</b>	<b>20 717 086</b>	<b>216 526 214</b>
<b>RESSOURCES</b>					
<b><u>1. RECETTES D'EXPLOITATION</u></b>					
Frais d'ouverture de compte	3 750 000	2 750 000	375 000	625 000	7 500 000
Frais de transfert	39 740 427	19 000 000	1 500 000	1 278 603	61 519 030
Intérêts sur prêts PME	12 000 000	10 000 000		1 000 000	23 000 000
Intérêts Crédits MCS	12 000 000	12 000 000	1 500 000		25 500 000
Vente livrets épargne	1 200 000	1 150 000	300 000	20 000	2 670 000
Commission de Change	300 000	50 000			350 000
Frais de tenue de compte	15 000 000	6 200 000	440 000	840 000	22 480 000
Frais de relevé de compte	20 000	10 000	5 000	5 000	40 000
<b>Sous total 1</b>	<b>84 010 427</b>	<b>51 160 000</b>	<b>4 120 000</b>	<b>3 768 603</b>	<b>143 059 030</b>
<b><u>2.SUBVENTION</u></b>					
Subvention	73 467 184				73 467 184
<b>Sous total 2</b>	<b>73 467 184</b>			<b>0</b>	<b>73 467 184</b>
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>157 477 611</b>	<b>51 160 000</b>	<b>4 120 000</b>	<b>3 768 603</b>	<b>216 526 214</b>